

CSE du mois de mai 2026



Le CSE Réseau vu par le SNJ



L'avenir du Réseau sous "arbitrages"

Au début de ce mandat, le directeur du réseau, Christophe Poullain, avait mis en avant "l'importance du dialogue social entre élus et direction", dans "un rapport de confiance". Malheureusement, sur de nombreux sujets, la confiance s'est envolée et le dialogue social est resté un vœu pieux.

Chacune de nos alertes restent souvent lettres mortes (équilibres budgétaires, rapprochement France 3 – France Bleu...), et les réponses à nos questions sont évasives, quand elles ne sont pas inexistantes. Ainsi en ce mois de mai, un CSE extraordinaire a dû être ajouté pour conduire des débats sur des sujets importants, tels que le déploiement de l'automate Overdrive dans la régie de Poitiers, ou la mise à jour insatisfaisante des DUERP, sur lesquels l'entreprise n'avait pas jugé utile d'apporter de retours aux demandes des élus. Pour le mois de mai, seule la direction fait ce qu'il lui plaît. [Lire ici notre liminaire.](#)

Au menu de ce CSE :

- la bascule d'**URL** retardée,
- les **émissions de l'antenne** en danger,
- le remplacement des **caméras**,
- le grand malaise des **Picards**,
- le questionnaire de **l'inclusion**,
- le nouveau **studio d'Ile-de-France**,
- la réouverture du **BIP d'Arles**,
- la **vidéosurveillance**,
- le **Tour de France**.



● Numérique :

des hics et des clics



“Numérique first”, ce slogan très “trumpien” édicté par Delphine Ernotte a encore du mal à se concrétiser. **Pas d'effectifs supplémentaires**, pas de solution à l'épuisement des rédacteurs en chefs adjoints et des chargés d'édition numérique.

Alors quoi ? Une petite révolution : le contenu info du numérique est désormais rattaché à la direction de l'info. Delphine Vialanet garde les réseaux sociaux mais pour l'info, ce sera Michel Dumoret. Et comme le dit sa N-1 Stéphanie La Fuente : “oui, il faut qu'on soit lu”. Une évidence qui n'a rien de technique. Il y a tout d'abord la **bascule de l'URL** de Franceinfo.fr pour être commune avec celle de l'ex-Radio France : ici.fr. Ce ne sera finalement sans doute pas avant 2027. Mais, selon la direction, ce changement d'URL nous ferait perdre de 40 à 60 % d'audience. Excusez du peu.

Là-dessus se rajoute une nouvelle manière de rechercher l'info avec l'IA. La **redistribution du trafic** sortant de ChatGPT et des autres chatbots d'IA vers les sites d'information donne des sueurs froides. Les réponses proposées par ces chatbots sont produites à partir de contenus de médias. Elles sont souvent accompagnées par des liens vers les sources sur lesquels les utilisateurs sont susceptibles de cliquer. Certains médias comme Le Monde ont tout compris en signant un accord avec Open AI dès 2024. Résultat : ils raflent plus de 25% des contenus proposés là où FTV atteint les 2,9% malgré ses nombreux sites. Un manque de clics qui n'a pas encore créé de déclic chez nous pour se positionner et signer un accord.

En attendant, **les audiences baissent**. L'identité de France 3 a été torpillée sur le numérique et sur le linéaire. Avec la bascule à venir pour l'adresse Ici.fr, c'est **France Info** qui pourrait bien ne pas s'en remettre et deviendrait le 4e ou 5e site d'information au lieu du 2e actuellement. Comme on dit outre-Atlantique : “Make France Télévisions great again” !



Aux programmes : mutualisations à tous les étages



Les JT mutualisés se multiplient, mais les disparités sont énormes selon les régions. Certaines, comme PACA, y ont recours plus de 80 fois dans l'année, tandis que d'autres – rares – y échappent encore ! La mutualisation devient la réponse à tous les sujets, pour réaliser des économies.

Au-delà des JT, la **mutualisation** pourrait aussi être systématisée pour **"Dimanche en politique"**, qui serait réalisée en format grande région, notamment quand une thématique s'y prête. La formule de l'émission est d'ailleurs en réflexion : *"c'est un chantier que l'on va mener plutôt pour janvier 2027. L'idée est d'être prêts pour les législatives (après la présidentielle)"*, explique Stéphanie Lafuente, de la direction de l'info du Réseau.

L'émission **"Enquêtes de régions"**, à son tour, pourrait être *"réalisée par une région pour tout le Réseau avec la contribution d'autres régions"*, envisage Stéphanie Lafuente. La télé encore moins près de chez vous ! D'autres pistes sont explorées pour EDR, comme celle de l'orienter plus comme un **magazine sociétal, économique**, mais pas patrimonial. Les élus défendent cet ultime espace d'enquête, et pointent l'heure tardive d'exposition à l'antenne. Delphine Vialanet, directrice déléguée aux contenus numérique de proximité, répond qu'il n'y a pas trop de marge de manœuvre mais fait valoir que le numérique peut répondre à ce problème, à condition que "ces émissions soient hyper séquencées"...

Des matinales aux émissions, les sujets concernant nos programmes sont nombreux, mais les débats continueront au prochain CSE.



Remplacement des caméras : laisse les gondoles à Venice



À **La Fabrique**, les caméras Panasonic utilisées 50 semaines par an pour les feuillets arrivent en fin de vie. Pour les remplacer (deux caméras Sony), **Burano et Venice** ont été identifiés avec l'avantage d'être compatibles avec les optiques et accessoires déjà utilisés. Les salariés ont pu les tester, mais évidemment c'est le prix qui a fait la différence : Burano 35 000 € ; Venice 60 000 €. Certains utilisateurs sont plutôt satisfaits après quelques réglages correctifs. D'autres crient à l'**accident industriel**. On verra à l'usage. L'investissement est prévu pour 10 ans, espérons qu'elles tiendront bien jusque-là.

Dans le **réseau France 3**, le matériel de tournage lui aussi arrive en bout de course et a dépassé depuis bien longtemps les 10 ans d'utilisation. Un nouveau modèle de caméra de poing, la **Z200**, vient en urgence remplacer les X200 qui lâchent dans les rédactions. 26 caméras ont été réparties dans 15 antennes : 22 achetées et 4 prêtées pour test avec des utilisateurs dit "experts".

Finis le temps des appels d'offres pour renouveler le parc et finis les formations pour s'adapter au nouveau matériel. Sans parler des études concernant l'ergonomie du matériel et son impact sur la santé des utilisateurs. Les caméras seront remplacées "au fil de l'eau" : *"On fournit l'outil selon les budgets disponibles"*, nous explique Michael Friederich, directeur de l'exploitation et des moyens du Réseau. Autant dire au compte-gouttes.

Pas de budget supplémentaire pour renouveler vraiment le parc. Pas d'autre modèle pour l'instant au catalogue. Les Z300 sont trop chères et on ne parle même plus de caméra d'épaule. Quant aux formations, prenez votre carte de membre : *"On a des réunions type club avec des cadres de maintenance et tous les salariés qui le souhaitent"*, explique Michaël Friederich. Sinon, une OPV de Toulouse "super user" peut vous organiser une petite session particulière de prise en main via **Teams**. Débrouillez-vous pour trouver le temps de le faire !



Un peu léger pour vos élus qui reviendront à la charge au prochain CSE. En attendant, demandez dans vos stations à voir et tester ces Z200.
On attend vos retours !

Risque grave dans le réseau, ça continue !



À Amiens, une majorité d'élus et de salariés sont en souffrance. Les accidents de travail se suivent et se ressemblent. Entre encadrement et journalistes ou PTA, on ne se comprend pas et on ne s'écoute plus. Voire on punit ceux qui alertent, considérés comme des empêcheurs d'avancer ! Le CSE examinait la restitution d'une expertise pour **risque grave** dans l'antenne Picarde.

Pour l'entendre, l'inspection du travail de Picardie et une psychologue du travail ont rejoint les élus, les experts et la direction.

Les débats l'ont montré, un management autoritaire qui n'entend pas les remarques de ceux qui demandent à améliorer leur travail et à être mieux considérés, en arrêtant, par exemple, d'enlever les prérogatives de **calages** de sujet d'actualité aux journalistes de terrain, est un **management dangereux** pour la performance et pour le collectif. Cette organisation du travail engendre souffrance et risque de dérives discriminatoires. La priorité exclusive affichée au plus haut niveau de l'entreprise pour le web, la baisse des moyens pour la télévision "linéaire" brouillent les cartes et tend les relations à l'extrême. Le retour en urgence au débat collectif avec le même niveau de valeurs pour toutes les prises de parole et de propositions est la préconisation prioritaire pour Amiens dont le plan d'action va être suivi de près. La nomination d'une nouvelle rédactrice en chef par intérim apporte un peu d'oxygène mais toutes les situations sont loin d'être résolues.

Une vigilance qui doit servir à tout le réseau touché par près de **40 risques graves depuis les 5 dernières années** sans compter les situations de fracture qui s'annoncent...



Egalité pro en question

Tous les deux ans, FTV tente d'obtenir le label Alliance sur la qualité de ces engagements pour l'égalité. En 2027, ce sera de nouveau le cas. La direction a décidé de **consulter les salariés** du Réseau sur leur ressenti : Implication managériale, âge, statut, famille d'appartenance... 32 questions seront posées aux salariés qui auront à répondre par oui ou par non. *"Il faut que ça prenne moins de 10 minutes... Il y aura des irritants !"* Dans un enthousiasme assez rare en CSE, madame Yannick Monsnereau, de la direction de la diversité, est venue nous expliquer les bienfaits de ce questionnaire qui vous a été envoyé. Il faudrait au moins 400 réponses. Il est important de **donner son avis**.

3 paris
île-de-france

Nouveau plateau en vue !

Bientôt le bout du tunnel ? Après la longue lutte de la rédaction de France 3 Paris Ile-de-France contre son déménagement vers un plateau de secours, la direction a fini par proposer une solution plus respectueuse de l'édition, de ses salariés et de ses téléspectateurs. Elle a précisé le dispositif prévu durant le CSE.



Un plateau partagé Ile-de-France / Outremer

C'est le plateau F qui est retenu, et qui sera partagé entre les éditions de PIDF et celles du pôle Outremer (ex-Malakoff). Il a été équipé et habillé pour se rapprocher autant que possible des deux identités visuelles en une seule. Le problème se situe surtout sur le partage : il faudra alterner entre les besoins de PIDF et ceux de DoPom. Parmi les difficultés : 9 minutes seulement pour passer d'une édition à l'autre le midi ! Un délai intenable. "On travaille à une solution, il y a plusieurs hypothèses, ça reste à arbitrer", balaie Christophe Poullain, Directeur du Réseau.

Les promesses du plateau virtuel

Ce plateau est petit, mais il dispose d'un fond vert. Un plateau virtuel, qui peut permettre, en théorie, d'enrichir visuellement l'habillage avec des données et graphiques affichés en réalité augmentée, qui remplacera d'ailleurs l'écran tactile pour les chroniques.

Face aux nombreuses préoccupations des élus pour s'assurer que les possibilités techniques seront pleinement au service des besoins éditoriaux, la direction semble très confiante : *"on est dans une dynamique extrêmement positive, toutes les équipes sont mobilisées"*, assure Cyril Vigouroux, directeur des moyens de fabrication.

Après la phase de tests, des **formations** sont prévues pour les présentateurs et chroniqueurs autour de la réalité augmentée, avant des JT blancs jusqu'au 30 juin, et une mise à l'antenne début juillet. Et peut-être enfin, à la sortie de ce trop long tunnel, un peu de lumière...



L'Arlésienne se prend les pieds dans le tapis

Le débat sur la réouverture du **BIP d'Arles** n'a pas véritablement eu lieu. En effet, les deux directions de Provence-Alpes et de Languedoc-Roussillon ne jouent pas dans la transparence depuis le début.

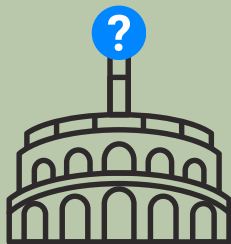
Éléments de compréhension : le BIP d'Arles, créé pour la rédaction de Marseille, est inoccupé depuis 2020. Le projet des deux directions est de le rouvrir avec un journaliste de Marseille et une journaliste de la locale de Nîmes, qui connaissent bien le terrain. Le duo travaillerait pendant une **période test**, soit pour Marseille, soit pour Montpellier. Mais le poste de la rédactrice de Nîmes ne serait pas comblé, car l'édition locale prendrait quotidiennement le reportage tourné par Arles.

Problème de contenu : que devient le **projet éditorial de la locale de Nîmes**, déjà fortement éprouvée et sans adjoint confirmé ?

Problème de postes : que devient le **2e poste d'Arles**, repositionné à Marseille ? C'est l'Arlésienne !

Ne serait-il pas plus simple de rouvrir ce BIP avec ses deux postes dédiés, dévolus aux deux candidats actuels, très motivés ? Et de remplacer le poste à Nîmes ?

Pour toutes ces raisons, les élus ont acté le retour de son fonctionnement pour une période test de 6 mois et demandé une **information-consultation** ainsi qu'un suivi de la situation pendant plusieurs mois en CSE.



• Little Brother vous surveille

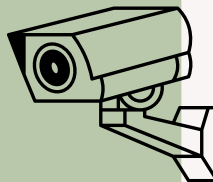
On a parlé de vidéosurveillance au cours de ce CSE. Et plus exactement d'un "dépoussiérage" de **l'information obligatoire** due aux salariés sur ce sujet. Depuis la mise en place de systèmes de sécurité un peu partout, la réglementation a évolué : notamment sur la **protection des données** (RGPD).

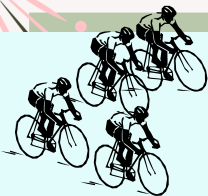
Chacun va recevoir une communication qu'on pourra aussi retrouver sur l'intranet. Et un affichage complet et homogène sera apposé dans toutes les antennes.

L'objectif de la vidéosurveillance version 2026 c'est de "*protéger les biens et les personnes dans l'entreprise*". Par exemple, pouvoir intervenir rapidement sur une intrusion ou encore identifier des auteurs après coup.

Les caméras doivent donc être placées de manière à sécuriser ce que la direction de la sécurité appelle "des endroits névralgiques" : accès aux bâtiments, halls d'entrée, local de serveurs, couloirs menant vers les régies, etc. **Pas de caméras dans les lieux de détente ou sur les postes de travail.** Les agents de sécurité ont le contrôle des images "en live". Et pour l'accès à postériori, seuls les chefs de centre et responsables IMG peuvent décrypter ces images (sans son) conservées 30 jours.

"Les demandes d'accès restent limitées", précise Thomas Collomb, le directeur de la sécurité de l'entreprise. Même si ces bandes vidéo peuvent aussi être utilisées lors de réquisitions judiciaires ou même pour des enquêtes internes. Comment alors concilier protection des salariés et volonté de résoudre un incident ? Cela reste à préciser.





Tour de France : ça se fabrique en région



Le 4 juillet, le Tour de France partira de Barcelone pour 3333 km de course. Derrière les images diffusées dans le monde entier, se cachent les petites mains de La Fabrique. À chaque étape, elles montent et démontent les équipements vidéo, les plateaux, assurent l'image, sa diffusion, gèrent le direct et les émissions ("Vélo Club", "Stade 2"). Une logistique au cordeau sur la ligne d'arrivée.

« Nous sommes les premiers arrivés sur zone et les derniers partis »
Stéphanie Muller, chargée de production

Un événement exceptionnel qui entraîne des conditions de travail particulières. Les élus ont validé la demande de dérogation de la direction pour autoriser une durée de travail pouvant aller au maximum à 60 heures par semaine. Une procédure obligatoire pour dépasser les chronos du boulot !



Les chiffres du Tour :

- 3 671 km parcourus pour les équipes
- 3333 km pour les cyclistes
- 21 étapes sur 4 semaines
- 81 permanents,
- 61 intermittents et 41 cachetiers (les chauffeurs)
- un convoi matériel de 2 km de long

PROCHAIN CSE RÉSEAU :
LES 17 ET 18 JUIN



Nous profitons de ce compte-rendu pour saluer **Jean-Manuel Bertrand**, représentant syndical du SNJ, qui nous quitte pour une retraite au soleil, après avoir œuvré avec conviction plus de 20 ans à nos côtés. Bonne retraite camarade !



Vos élus et représentante syndicale :

**Mathieu Boudet, Laurence Couvrand, Myriam Figureau, Benoit Roux
et Magali Roubaud-Soutrelle**

